[Traduction]

Si ce programme n'était pas aboli, 11,375 propriétaires de maison auraient pu en profiter cette année en Colombie-Britannique. Pourtant, ceux qui reconnaissent son efficacité refusent à 144,000 propriétaires du pays la possibilité d'économiser de l'énergie grâce au Programme canadien de remplacement du pétrole.

Au risque de blesser les ministériels, je leur dirais qu'ils ne défendent pas les intérêts des propriétaires de maison. Je regrette de blesser ceux d'entre eux qui protestent lorsque je souligne qu'en doublant le coût de l'assurance hypothécaire la Société canadienne d'hypothèques et de logement va obliger le propriétaire de maison à déboursier, en moyenne, \$3,000 de plus. Si ce genre de vérité heurte leur susceptibilité, j'en suis vraiment désolée. Je regrette également que depuis son arrivée au pouvoir avec une majorité écrasante il y a quelques mois, le gouvernement n'ait pas jugé bon de se battre pour les principes qu'il défendait pendant la campagne électorale.

J'ai examiné le fameux livre de promesses du gouvernement. Il y fait 39 promesses concernant l'énergie. Par exemple, il a parlé d'établir un programme spécial pour favoriser le remplacement du plomb par de l'alcool pour augmenter l'indice d'octane. Il a envisagé la possibilité de financer la construction d'une usine marémotrice ou de subventionner les services publics provinciaux afin qu'ils étudient la possibilité de construire des éoliennes pour alimenter en énergie les exploitations agricoles. Combien de ces projets visant à utiliser des ressources renouvelables ont vu le jour depuis que le gouvernement a pris le pouvoir grâce à une majorité écrasante? Il n'a rien fait pour favoriser l'économie d'énergie.

Je pense que le député de Nepean-Carleton (M. Tupper) a eu raison de faire un lapsus freudien en disant qu'il appréciait ce mouvement vers le «conservatisme». A mon sens, nous avons assisté à un mouvement en faveur non pas de la conservation, mais plutôt de la politique on ne peut plus conservatrice que le premier ministre (M. Mulroney) a tenté de dissimuler aux Canadiens pendant la campagne électorale. Le premier ministre a fait croire aux Canadiens qu'il comptait effectivement respecter le principe de l'universalité. Il leur a laissé entendre qu'il avait l'intention d'encourager la mise en œuvre de programmes comme le Programme canadien de remplacement du pétrole. Il leur a laissé croire qu'il n'allait pas s'en prendre aux personnes âgées en réduisant leurs pensions de vieillesse, ni aux travailleurs plus âgés. Au cours de la campagne électorale, le premier ministre et son gouvernement ont soutenu devant les Canadiens que ces derniers n'avaient pas à s'inquiéter—les conservateurs se comportaient alors en loups déguisés en brebis—car les programmes qui avaient été mis sur pied par les libéraux seraient maintenus. Les conservateurs ont affirmé qu'ils conserveraient ces programmes, car ils croient en l'assurance-maladie, l'universalité des programmes sociaux et le remplacement du pétrole par une autre source d'énergie. Dans les faits, aussitôt qu'ils ont été élus, ils ont dévoilé leurs véritables intentions. Et c'était de supprimer le programme canadien d'économie de l'énergie. Le seul endroit . . .

M. Epp (Provencher): J'invoque le Règlement. La députée peut évidemment participer au débat quand bon lui semble.

Remplacement du mazout—Loi

Toutefois, elle ne peut profiter de sa présence à la Chambre pour faire des déclarations qui ne sont pas vraies. Quand elle a soutenu que les programmes sociaux avaient fait l'objet de compressions budgétaires et que notre gouvernement comptait réduire d'autres crédits, elle s'est trompée du tout au tout.

• (1610)

Mme Copps: Il n'empêche, monsieur le Président, que le gouvernement actuel a présenté un document qui tend précisément à cela.

M. Epp (Provencher): La même chose s'est produite aujourd'hui au cours de la période des questions, monsieur le Président. On ne saurait changer la formulation et s'imaginer qu'on crée la même impression. C'est encore ce que fait la députée. Je lui dirai que nous n'avons pas réduit l'allocation au conjoint, que nous n'avons pas l'intention de la réduire et que nous l'avons même augmentée. Ce sont eux qui s'y étaient opposés.

Mme Copps: Je regrette, monsieur le Président, mais les faits démentent les propos du ministre. Les faits indiquent que le gouvernement envisage actuellement la possibilité d'éliminer les exonérations d'impôts dont jouissent les contribuables qui ont une famille. Si vous n'y voyez pas une mesure contre les enfants et les familles, vous n'êtes pas à l'écoute des Canadiens. Si vous vous imaginez qu'ils vont laisser le gouvernement éliminer ces exonérations d'impôts, vous vous trompez. Le ministre reconnaîtra sans doute que le célibataire qui gagne \$40,000 par année devrait payer plus d'impôt que le père de famille qui a quatre ou cinq enfants à sa charge. Cela constitue, à mon avis, un droit fondamental des Canadiens, et le ministre et son gouvernement cherchent vraisemblablement à tromper les Canadiens. Alors qu'ils viennent de publier un document qui propose l'abolition complète ou partielle du crédit d'impôt-enfants, ils ont l'audace de venir nous dire à la Chambre qu'il n'en est rien.

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre, je vous prie. Je signale à la députée que les questions soulevées depuis quelques minutes n'ont rien à voir avec le projet de loi à l'étude cet après-midi.

[Français]

M. Rossi: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Charest): L'honorable député de Bourrassa (M. Rossi) invoque le Règlement.

M. Rossi: Monsieur le Président, je crois que ma collègue de Hamilton-Est (M^{me} Copps) répond aux commentaires qui ont été faits par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp).

Le président suppléant (M. Charest): Je dirais à l'honorable député de Bourrassa (M. Rossi) que je n'ai pas l'intention d'envenimer le débat. La raison pour laquelle je fais mon intervention, c'est justement pour éviter que l'on continue à discuter de part et d'autre sur un sujet qui n'est pas pertinent au projet de loi comme tel, et je le fais en toute objectivité, autant pour ce côté-ci que pour ce côté-là de la Chambre. L'honorable député de Hamilton-Est (M^{me} Copps) a la parole.